



Délibération n°2023_02_02_13

Objet : Approbation du budget primitif 2023 de la Commune

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 2 FÉVRIER 2023**

L'an deux mille vingt trois, le deux février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 janvier 2023, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 3

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET -
Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc
LÉËNDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL -
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline
SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Pierre RICO - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA
pouvoir à Maryline BENEDETTI

Absents excusés :

Quentin BOINET - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte:

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-1 et suivants ;

Considérant que l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au

sein de tout syndicat ou de toute société a bien été communiqué aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune conformément aux dispositions de l'article L2123-24-1-1 du CGCT ;

Considérant que le débat d'orientations budgétaires s'est tenu lors de la séance du 8 décembre 2022, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le budget primitif de la Commune pour l'année 2023.

La Commune de Pérols se situant dans la tranche des communes de 3 500 à 10 000 habitants, le budget est voté par chapitre et présenté par fonction.

Il est élaboré selon l'instruction budgétaire et comptable M57, référentiel applicable au budget communal depuis le 1er janvier 2022.

Ce référentiel étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires notamment en terme de fongibilité des crédits: faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Il est voté sans reprise des résultats. Ces derniers seront repris lors du vote du budget supplémentaire, après le vote du compte administratif 2022.

Il s'équilibre en fonctionnement à la somme de **15 225 446,00 €**.

Il s'équilibre en investissement à la somme de **4 477 934,00 €**.

Section	Réel/Ordre	Chapitre	Libellé Chapitre	Dépense	Recette	
Fonctionnement	Ordre entre sections	023	Virement à la section d'investissement	520 120,00		
		042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	900 000,00	105 000,00	
	Réel	002	Résultat de fonctionnement reporté		0,00	
		011	Charges à caractère général	4 023 866,00		
		012	Charges de personnel et frais assimilés	6 700 000,00		
		013	Atténuations de charges		95 000,00	
		014	Atténuations de produits	1 750 000,00		
		65	Autres charges de gestion courante	843 060,00		
		66	Charges financières	308 400,00		
		67	Charges spécifiques	40 000,00		
		68	Dotations aux provisions et dépréciations	140 000,00		
		70	Produits des services, du domaine et ventes diverses		849 000,00	
		73	Impôts et taxes		113 000,00	
		731	Fiscalité locale		13 533 891,00	
		74	Dotations et participations		375 555,00	
		75	Autres produits de gestion courante		154 000,00	
		76	Produits financiers		0,00	
Total Fonctionnement				15 225 446,00	15 225 446,00	
Investissement	Ordre à l'intérieur de la section	041	Opérations patrimoniales	45 000,00	45 000,00	
		021	Virement de la section de fonctionnement		520 120,00	
	Ordre entre sections	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	105 000,00	900 000,00	
					0,00	
	Réel		Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	
		024	Produits des cessions d'immobilisations		460 000,00	
		10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	250 000,00	
		13	Subventions d'investissement		400 000,00	
		16	Emprunts et dettes assimilées	740 000,00	1 902 814,00	
		20	Immobilisations incorporelles	359 010,00		
		204	Subventions d'équipement versées	416 625,00		
		21	Immobilisations corporelles	2 792 299,00		
		23	Immobilisations en cours	20 000,00		
		26	Participations et créances rattachées à des participations		0,00	
		27	Autres immobilisations financières		0,00	
Total Investissement				4 477 934,00	4 477 934,00	
Total général				19 703 380,00	19 703 380,00	

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter le budget primitif 2023 de la commune.
- Autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 20

Contre : 7

Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent CHAMARD-BOIS, Patrick PASQUIER, Muriel POIJOL, Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 6 février 2023

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.